

Basbous: «Ne rien faire en Syrie serait le pire»

Dans le contexte tendu dominé par l'éventualité d'une frappe internationale en Syrie, c'est tout le Moyen-Orient qui est à nouveau en ébullition. Et c'est loin d'être la fin de l'histoire, prévient Antoine Basbous.

SERGE VANDAELE

Antoine Basbous est politologue et spécialiste du monde arabe. Directeur de l'Observatoire des Pays Arabes, il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages de référence.

On a vu des images qui laissent peu de doute quant à l'usage d'armes chimiques en Syrie. Mais on attend toujours des preuves formelles avant d'oser intervenir...

L'usage d'armes chimiques est avéré. Actuellement les experts récoltent les preuves et cela met toujours un peu de temps parce que ces preuves doivent être convoyées et examinées dans des laboratoires à l'étranger. Par ailleurs s'il s'avérait que ces gaz chimiques ont été dispersés par des lanceurs, ce qui est probable, on sait qui détient ces missiles! Enfin, il y a une batterie de satellites très performants qui scrutent jour et nuit la Syrie et qui ont déjà réussi à capter des conversations militaires équivoques. En clair, il y a un faisceau de preuves qui indique que ce n'est pas la première fois qu'Assad a eu recours aux armes chimiques. Je pense personnellement que c'est au moins la quatorzième fois... Mais auparavant il faisait des tests et il narguait la communauté internationale...

Qu'est ce qui explique ce recours

«Assad a réussi à transformer une revendication démocratique en une guerre confessionnelle. Cette stratégie a tellement bien pris en Syrie que le conflit s'étend maintenant au Liban.»

ANTOINE BASBOUS
DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE
DES PAYS ARABES



massif aux armes chimiques?

Assad est désespéré de la situation dans la capitale. Beaucoup d'armes arrivent via la Jordanie pour aider l'opposition. Il a donc voulu lancer un avertissement à ceux qui veulent foncer sur la capitale en leur disant: «Voilà ce dont je suis capable». Il ne faut pas négliger non plus que l'homme est très colérique. Il est capable d'excès de colère, tout à l'inverse de son père qui était un calculateur froid. C'est d'ailleurs cet excès

de colère qui lui a coûté l'occupation syrienne au Liban.

Comprenez-vous les réticences des Occidentaux à s'engager dans le conflit syrien? On a tendance à temporiser depuis hier, non?

La «punition» a été repoussée après le retour des experts et le résultat de leur enquête. Il y a fondamentalement deux raisons à cela. D'abord la réticence d'une partie de l'opinion publique qui constate l'échec de

l'intervention occidentale en Irak et en Afghanistan. Ensuite, on se dit que finalement ce sont des Arabes, des musulmans qui se battent entre eux; qu'ils continuent, ce n'est pas notre affaire. Pour autant, c'est en contradiction flagrante avec le statut de grandes puissances qui ont la responsabilité de faire régner l'ordre et la paix. On ne peut pas continuer à violer ainsi des conventions internationales en regardant sans agir le gazage de populations. Ne rien faire serait le pire. Cela signifierait qu'Assad peut continuer sur sa lancée, que l'Iran peut poursuivre son programme nucléaire et qu'il n'existe plus de dissuasion internationale dans la mesure où ces atrocités sont protégées au Conseil de sécurité de l'Onu par un veto russe ou chinois.

Même s'il y a une action militaire contre Assad, il n'y a pas d'intention de le dégager du pouvoir...

Il est certain que la Commission de l'Onu va dire qu'il y a bel et bien eu recours à l'arme chimique. Auront-ils la preuve quant à l'origine, c'est moins sûr. Du coup, je reste persuadé que l'Onu ne pourra pas donner son feu vert définitif à une intervention. L'intention n'est de toute façon pas de dégager Assad mais de le châtier. Et ce faisant, son prestige auprès des siens, à l'intérieur du pays, va baisser. Le moral de ses troupes va en prendre un coup. En même temps, l'opposition se sentira pousser des ailes. Bref, Assad s'en retrouvera affaibli, humilié et sera amené à aller négocier en revoyant à la baisse ses prétentions. Il devra se satisfaire de contrôler une partie de la Syrie, à savoir le pays alaouite élargi. C'est un objectif dont peuvent se satisfaire l'Iran mais aussi la Russie, qui détient un port dans cette région, et Israël qui générerait une Syrie divisée et qui viendrait légitimer la présence d'un État juif dans cette région. Les Israéliens pourront dire: «Voyez comme la zone est dangereuse, ne nous imposez pas un État palestinien dans les frontières de 1967».

Comment expliquez-vous la résistance du régime d'Assad?

Assad a réussi à transformer une revendication démocratique en une guerre confessionnelle. Il a réussi à susciter un sentiment d'appartenance, à faire appel au lien de sang pour se maintenir au pouvoir et souder ainsi derrière lui sa communauté. Il avait besoin de dire aux Alaouites que leur communauté serait menacée sans lui et qu'elle devait dès lors le soutenir aveuglément. Cette stratégie a tellement bien pris en Syrie que le conflit s'étend maintenant au Liban.

Est-ce que la Russie et l'Iran vont se contenter d'une posture d'indignation ou vont-ils s'impliquer?
Les Russes ont déjà dit qu'ils n'interviendraient pas militairement. Tant

MISE EN PLACE

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni poursuivent la mise en place du dispositif qui permettrait de «punir» le régime de Bachar al-Assad après le massacre de Damas, malgré l'absence d'accord sur le sujet à l'Onu, à l'Otan ou au sein de l'Union européenne. Les États-Unis viennent de déployer un cinquième destroyer équipé de missiles de croisière au large de la Syrie. Le Royaume-Uni a déployé six avions de chasse sur une base de Chypre, et le Chevalier Paul, une frégate française, a rejoint la Méditerranée orientale. La Russie, alliée traditionnelle de Damas, a pour sa part annoncé l'envoi dans la région de deux navires de guerre. Une nouvelle réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu était convoquée dans la nuit.

que la «punition» reste au stade d'attaques ciblées, il n'y a pas de réaction à attendre de leur part. Si maintenant on dégomme Assad, on unifie la Syrie sous l'autorité des Sunnites et que leur port russe de Tartous est menacé, ils réagiront certainement. Pour l'Iran, la Syrie compte énormément. L'Iran est très inquiet qu'un pouvoir hostile puisse voir le jour en Syrie. Cela les priverait d'un relais avec l'Hezbollah libanais.

Le conflit syrien qui déborde de ses frontières et revoilà le Moyen-Orient en ébullition...

Le conflit syrien n'est pas le générateur de cette ébullition. C'est un révélateur. Les frontières dessinées en 1916 par les puissances franco-britanniques suite aux accords de Sykes-Picot sont artificielles. Elles ne correspondent pas à la réalité humaine. Ces peuples ne se font pas confiance. L'appartenance tribale, confessionnelle voire ethnique est une réalité plus forte que le sentiment national. Tant que les dictatures étaient en place, elles parvenaient à gommer tout ça par la terreur. Dès lors qu'elles disparaissent, ces contradictions refont surface.

On dirait que les Occidentaux sont de plus en plus dépassés par les événements dans cette région...

L'Occident est déboussolé face à ce tsunami arabe qui est un mouvement violent, profond et qui appelle des répliques. On ne débouchera pas du jour au lendemain sur la démocratie. Il va falloir laisser du temps aux peuples pour cumuler leurs expériences, trouver leur voie et déboucher un jour sur la démocratie. Mais dans combien temps?

Il faut comprendre aussi que pour le monde arabe, l'Occident est pétri de contradictions. Il prêche la démocratie mais quand on voit ce qui se passe à la prison d'Abou Ghraïh, en Irak, où sont ces beaux principes?

Est-ce qu'il n'y a pas aussi de la part des Occidentaux une peur viscérale face à la montée de l'islamisation dans les pays arabes?

C'est vrai. Ceux qui ont mené les tsunamis arabes, ce sont les libéraux mais ils ne comptent pas dans les urnes. Tout simplement parce que les libéraux sont des jeunes qui n'ont pas de racines politiques. Les islamistes, eux, sont présents depuis longtemps, ils avaient labouré le terrain, ils ont une présence dans le paysage politique et sont structurés pour se présenter aux élections. Du coup, ils en sortent vainqueurs. En même temps, on a vu en Egypte et en Tunisie ces mêmes libéraux revenir à la charge. Et ils ont été capables de renverser les islamistes...

Le genre de répliques que vous évoquez...?

Oui. Et c'est loin d'être la fin de l'histoire...

PUBLICITÉ